

Compression des dépenses de l'État

yeux de tous ceux qui ont le souci de l'objectivité et du réalisme, que les programmes de main-d'œuvre du Canada sont en pleine débâcle. Il ne faut pas être nécessairement un politicien de l'opposition, ni appartenir au gouvernement provincial ou du ministère de la Main-d'œuvre, ni être professeur de collège ou d'université, ni être spécialiste en éducation, pour voir que ces programmes du gouvernement sont en pleine débâcle.

Le C. D. Howe Institute, qui n'est ni radical ni révolutionnaire...

M. Hogan: Et qui est même tout à fait de droite.

M. Orlikow: «Et qui est même tout à fait de droite», comme le dit mon collègue de Cape Breton-East Richmond... a chargé Barbara Goldman, ex-économiste adjointe de cet institut de faire une étude des programmes de création d'emplois. Elle a constaté que les programmes actuels de la Main-d'œuvre sont surtout conçus pour assurer la formation des travailleurs, encore que cette formation ne corresponde pas souvent aux besoins des employeurs. En discutant avec les citoyens de n'importe quelle région du Canada, on s'aperçoit tout de suite—et j'espère que le ministre nous fera la grâce d'écouter un jour, si ce n'est ce soir—que les programmes de création directe d'emplois réussissent à réduire le chômage sans exacerber l'inflation. Elle a conclu que le Canada ne lésinait pas quand il s'agit de politique de la main-d'œuvre. Le ministère va dépenser, nous dit-elle, 830 millions au cours de l'année financière, mais l'argent n'a pas été jusqu'ici dépensé à bon escient, car le gouvernement, inspiré par des motifs politiques, a agi au coup par coup.

Elle nous en donne ensuite des exemples. En juin 1975, le ministre des Finances de l'époque a annoncé la création d'un programme direct d'emploi s'élevant à 450 millions répartis sur deux ans. En décembre 1975, alors que le taux de chômage était de 7.3 p. 100, le président du Conseil du Trésor de l'époque a annoncé qu'il allait faire des coupures de plus de 100 millions de dollars dans ces programmes. De la même façon, cette année-ci, au mois de mai, alors que le chômage était revenu au niveau de 7.15 p. 100, le ministre des Finances a réaffirmé que le gouvernement allait à nouveau prendre des mesures en faveur de la création directe d'emplois, mais le ministre de la Main-d'œuvre d'alors avait déjà averti les citoyens qu'ils ne pouvaient pas compter sur de nouveaux programmes avant l'automne. Et nous n'en avons pas encore eu, monsieur l'Orateur.

● (2120)

M^{lle} Goldman a fait remarquer que c'était surtout les programmes innovateurs de création d'emplois qui avaient été touchés par les restrictions, parce que ces programmes n'offraient pas les garanties administratives ni la stabilité des vieux programmes de formation. Elle a dit qu'en 1972-1973, au moment où les programmes atteignaient leur sommet, une tranche de seulement 32 p. 100 du budget de la main-d'œuvre était consacrée à la création d'emplois. Le reste est allé en majeure partie à la formation et aux centres de main-d'œuvre du Canada, même si l'on sait que les méthodes de placement des CMC ne sont pas très efficaces et que l'on y prépare trop souvent des gens à des emplois inexistants. Elle a ensuite expliqué quelle partie du budget était consacrée à la formation des agriculteurs et des pêcheurs alors que ces secteurs n'offrent pas suffisamment de possibilités d'emploi.

[M. Orlikow.]

Ses propositions sont très concrètes. Elle propose la création d'un programme assurant un emploi stable à des gens qui ne pourraient pas travailler du tout sans cela. Ce serait un programme analogue au programme actuel d'aide locale en matière d'emploi. Elle propose la création d'un deuxième programme visant à offrir des emplois de courte durée dans les services communautaires aux gens qui attendent de pouvoir reprendre un emploi régulier. Les services seraient permanents, mais les affectations seraient temporaires. Cela ressemblerait à l'ancien programme d'initiatives locales. Elle propose un troisième programme valable seulement lorsque le chômage atteint des sommets cycliques afin de prévoir des emplois à court terme pour des projets portant sur les loisirs et sur l'assainissement du milieu—projets faciles à mettre sur pied et à laisser tomber.

Je trouve intéressant que l'Institut C. D. Howe parrainerait, semble-t-il, une étude qui, sous bien des rapports, en arrive aux mêmes conclusions auxquelles nous sommes nous-même arrivés depuis pas mal de temps. Nous avons soutenu, et nous continuerons de le faire, que le Canada ne peut pas se permettre d'avoir un taux de chômage comme celui que nous avons actuellement et, je dirais plus, qu'il ne saurait se permettre d'avoir du chômage. Le ministre des Finances prétendra évidemment qu'il ne peut pas instaurer de nouveaux programmes de création d'emploi en période inflationniste.

Il nous apparaît évident, qu'avec le genre de chômage que nous connaissons, alors que nous avons plus de 700,000 personnes sans travail, nous perdons environ quatre milliards de dollars par année en terme de production perdue et que les impôts qui pourraient être récupérés par les trois paliers de gouvernement si nous avions le plein emploi, représenteraient quelque chose comme un milliard et un quart ou un milliard et demi de dollars et que l'argent pour atteindre cet objectif serait utilisé à meilleur escient que celui que nous dépensons actuellement en assurance-chômage et en bien-être social au plan local.

Nous croyons, comme le président élu des États-Unis, M. Carter, que le Canada peut et devrait réaliser le plein emploi. Nous voulons mettre fin à la frustration et à l'humiliation que ressentent les chômeurs. Nous voulons mettre fin à l'aliénation de la collectivité, à la désintégration de la famille et à la confrontation sociale qui accompagne le chômage à long terme. Nous voulons mettre fin au gaspillage de ressources humaines qui diminue notre potentiel économique comme pays. Nous pouvons voir qu'un gouvernement libéral n'a pas adopté le principe du plein emploi et ne l'adoptera pas.

Comme je l'ai dit au début de mon discours, nous n'avons pas été surpris que les gens du Québec rejettent le gouvernement libéral qui avait accepté cette politique qui consiste à encourager, à tolérer le genre de chômage élevé que notre pays n'a pas vu depuis les faméliques années 30. Le gouvernement d'en face a montré qu'il ne voulait pas et ne pouvait pas mettre fin au chômage. En 1970, il a voulu combattre l'inflation en aggravant le chômage. Son succès dans la lutte contre l'inflation à l'époque comme aujourd'hui était illusoire. Cependant, il a créé beaucoup de chômage à l'époque et a ainsi aggravé les problèmes sociaux tout en réduisant le potentiel de notre pays.

Ces dernières années, le gouvernement libéral n'a fait que parler de l'objectif du plein emploi. Il a eu le PIL, les programmes locaux d'aide à la création d'emplois, Perspecti-